



6 mai 2010

La consommation tabagique des jeunes dépend essentiellement de l'image sociale des produits du tabac dans la société, image que l'industrie essaye en permanence de valoriser, en particulier auprès des adolescentes et des adolescents.

Le devoir des acteurs de santé publique est de dire ce qu'est le tabac : un produit malsain dont plus de 80 % est consommé pour combler le manque lié à la dépendance à cette substance fortement addictive. Le tabac tue en France 15 fois plus que les accidents de la route. Le tabac tue, 20 ans trop tôt, la moitié de ceux qui consomment un paquet de cigarettes par jour tout au long de leur vie ! Le tabac est une arme de destruction massive dont un des secrets de l'efficacité destructrice est l'instauration d'une dépendance tabagique à l'adolescence ! Avant de tuer le tabac coûte cher en maladies chroniques, aggravant l'évolution des diabètes, des hépatites ou de l'infection VIH, rendant inefficaces ou moins efficaces certains des traitements de la BPCO voire même certaines chimiothérapies et radiothérapies, augmentant le risque de maladie d'Alzheimer (RR=1,72) selon les études indépendantes publiées sans support des cigarettiers. De plus, le tabac est acheté par les plus modestes comme une drogue, un achat « obligatoire » qui ampute plus de 20 % du budget de 15 % des ménages, ne laissant plus le nécessaire pour boucler le budget. Le tabagisme aggrave fortement les inégalités sociales.

Les politiques ont infiniment plus d'influence que les médecins dans ce domaine pour sauvegarder la vie et protéger les citoyens de l'esclavage de l'addiction qui s'installe le plus souvent à l'adolescence.

L'influence des politiques sur la consommation du tabac est confirmée de façon caricaturale par les données recueillies de façon générale en France et en particulier sur le tabagisme des jeunes collégiens et lycéens de Paris :

- **2003-2004 : Effondrement de la consommation chez les adolescents parisiens.** La consommation est réduite de moitié avec le premier plan cancer lancé par Jacques Chirac qui déclare « la guerre au tabac »,
- **2008-2010 Reprise explosive de la consommation** avec le deuxième plan cancer dont la section tabac a probablement été plus écrite par les lobbyistes du tabac et le ministre du Budget que par la Ministre chargée de la santé et dont la présentation publique par le Nicolas Sarkozy en 2009 a été faite de façon à minimiser autant que possible l'effet bénéfique à la santé des rares mesures prises, en particulier l'augmentation des prix du tabac.

Nous présentons ici les données les plus récentes incluant des chiffres 2010 sur le tabagisme des jeunes. Le Baromètre santé de l'Inpes devrait, dans les mois qui viennent, donner des résultats nationaux, mais malheureusement l'Institut ne conduit actuellement cette étude que tous les 5 ans, privant ainsi les décideurs politiques français d'un outil nécessaire à conduite des politiques de santé.

Les premiers résultats 2010 de l'enquête Paris sans tabac

Enquête PST 1991-2010

Les enquêtes annuelles de Paris sans tabac sont conduites avec le rectorat de l'Académie de Paris et la CPAM de Paris

Bertrand Dautzenberg, Maryvonne Noël, Pierre Birkui, Jacqueline Rubal

Information Pr Bertrand Dautzenberg

bertrand.dautzenberg@psl.aphp.fr

06 13 43 70 48



L'enquête PST est soutenue par la CPAM de Paris et l'Académie de Paris
bertrand.dautzenberg@psl.aphp.fr

Enquête 1991-2010 1

L'enquête de PST est la seule grande enquête conduite annuellement en France depuis 20 ans avec la même méthodologie sur une population de collégiens et de lycéens.

Chaque année un échantillon de classes est pris au hasard parmi les collèges et lycées de Paris (établissements publics et sous contrat). La sélection représente environ 2 % de la population concernée.

Un auto-questionnaire anonyme d'une page avec pré-identification de la classe est adressé à chaque chef d'établissement avec une lettre du directeur de l'académie demandant de désigner le professeur qui durant les heures de cours fera compléter le questionnaire.

Les questionnaires sont saisis et analysés par Paris sans tabac.

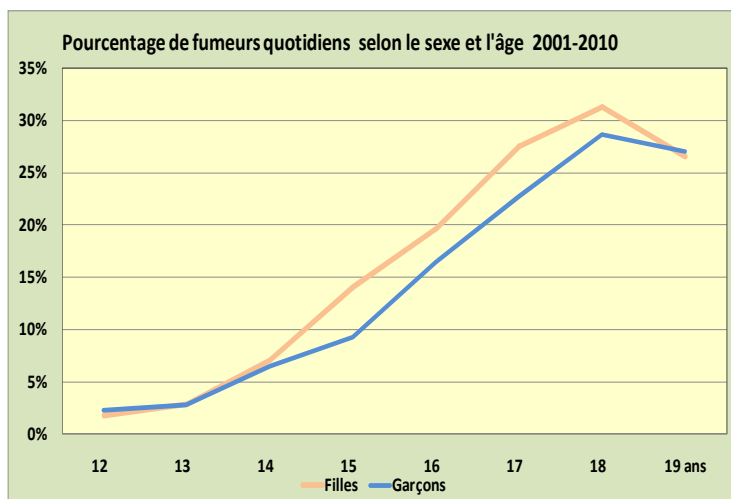
L'enquête annuelle de PST n'est possible que grâce à l'aide :

- de la CPAM de Paris qui héberge et aide PST,
- du rectorat de l'académie de Paris qui permet l'enquête et apporte son soutien,
- des principaux et proviseurs des collèges et lycées,
- des enseignants, CPE et infirmières qui s'impliquent dans l'enquête,
- des élèves des collèges et lycées.

Ces résultats donnent une image du tabagisme des élèves des collèges et lycées publics et sous contrats de Paris, elle a donc des limites : elle ne prend pas en compte les jeunes non scolarisés (qui sont très minoritaires) ; elle est conduite uniquement à Paris qui selon les enquêtes nationales a un taux de tabagisme un peu inférieur au taux national (-10 % environ) ; elle ne concerne qu'environ 3 500 élèves par an (plus de 75 000 élèves en 20 ans), aussi l'analyse en sous-groupes tombe rapidement sur de petits effectifs si on raisonne uniquement par année.

Un des gros atouts de cette enquête est de donner des résultats rapides : les données recueillies en février 2010 sont présentées en mai 2010. Par le passé, les grandes enquêtes officielles (Baromètre santé, ESPAD, ESCAPAD) ont toujours confirmé un deux ou trois ans plus tard les tendances recueillies par Paris Sans Tabac, comme la féminisation du tabagisme, l'effondrement de la consommation en 2002-2005, la montée de la prise des cigarettes parfumées et de la chicha.

La consommation quotidienne de tabac s'installe entre 13 et 17 ans



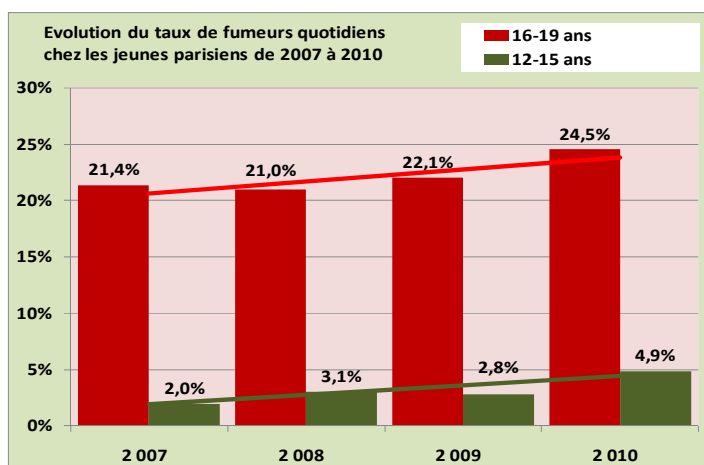
L'expérimentation, la consommation occasionnelle et la consommation quotidienne de tabac sont mesurées.

La consommation quotidienne augmente avec l'âge. C'est à l'adolescence, entre 13 et 17 ans que se fait le passage au tabagisme quotidien. Si l'on ne prend en compte que les 10 dernières années, on voit que le taux de fumeur chez les filles est légèrement supérieur à celui des garçons. C'est à 14 ans que l'on dépasse le taux de 5 % de fumeurs quotidiens chez les élèves parisiens, c'est à 17 ans que l'on dépasse le taux de 25 % de fumeurs quotidiens.

Le taux de fumeurs a plus que doublé chez les collégiens entre 2007 et 2010

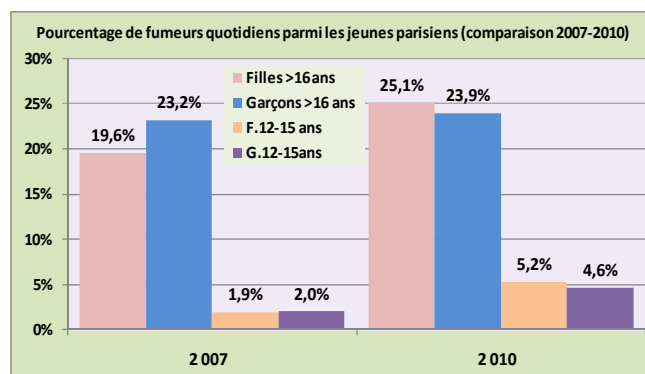
Après l'importante chute du taux de fumeurs constatée chez les élèves parisiens lors du premier plan cancer 2003-2004, le taux de fumeurs a augmenté en chiffres absolus depuis 2007, de +3,1 % chez les 16-19 ans et de +2,9 % chez les 12-15 ans ; ceci correspond à une augmentation relative de + 15 % chez les 16-19 ans (essentiellement lycéens) et à plus d'un doublement (+144 %) chez les 12-15 ans (collégiens essentiellement).

L'année 2010 joue pour une part très significative dans cette augmentation.

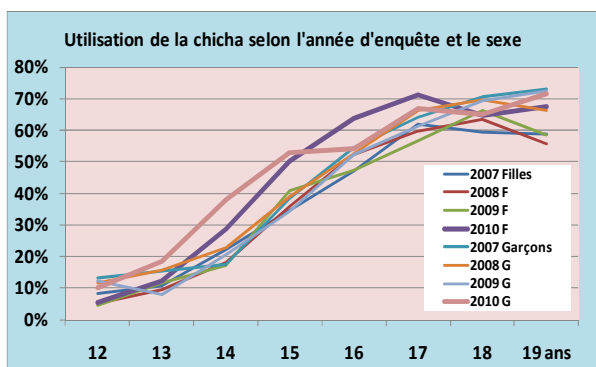


L'augmentation du taux de fumeur est plus forte chez les filles que chez les garçons

Entre 2007 à 2010, la consommation de tabac a augmenté principalement chez les filles avec une augmentation en chiffres absolus de 5,5 % chez les filles de 16-19 ans et de 3,3 % chez les 12-15 ans, ce qui correspond à une augmentation relative de + 28 % chez les 16-19 ans et à beaucoup plus qu'un doublement (+170 %) chez les filles de 12-15 ans.



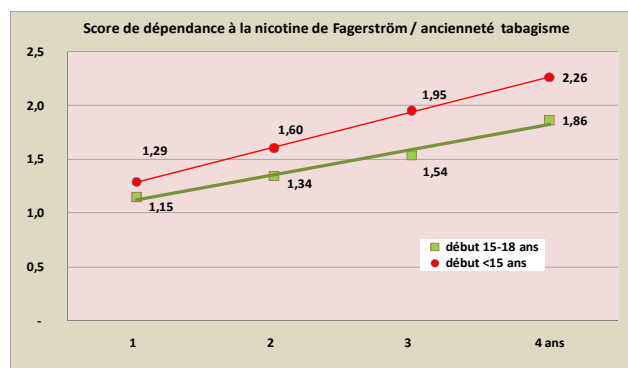
L'expérimentation de la chicha est de plus en plus fréquente chez les élèves parisiens



En 2010, dès 15 ans, plus de la moitié des filles et des garçons ont expérimenté la chicha (narghilé). De même à 14 ans, 25 % des fumeurs consomment des cigarettes parfumées (roses pour les filles, noires pour les garçons). Ainsi les tabacs « sucrés » restent des produits d'initiation du tabagisme de premier plan, même s'ils sont très rapidement supplantés par la cigarette.

L'initiation précoce du tabagisme est associée à une initiation plus rapide de la dépendance

La dépendance à la nicotine mesurée par le score de Fagerström croît plus rapidement avec les années de tabagisme si l'on a commencé à fumer avant 15 ans que si l'on a commencé à 15 ans ou après. Commencer à fumer tôt rend dépendant plus vite et plus probablement "addict" à vie.

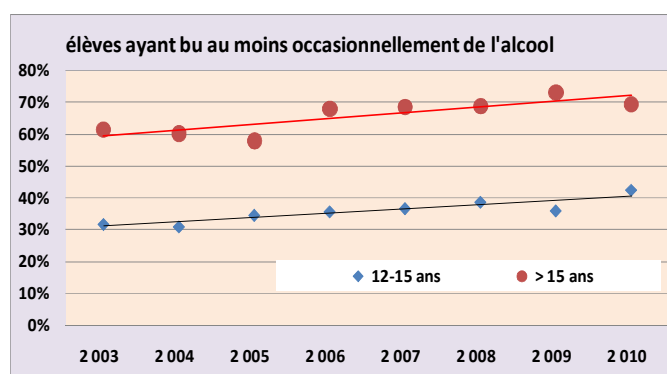
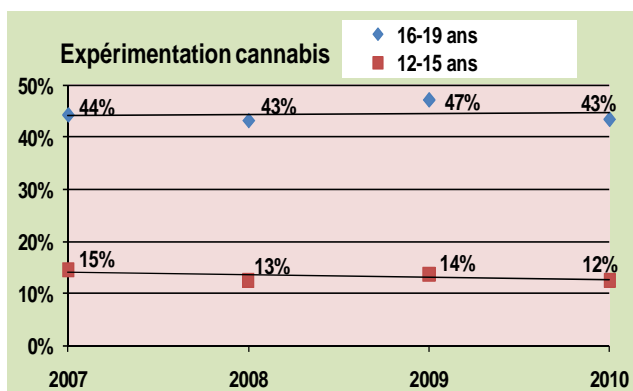


La consommation de cannabis est stabilisée

L'expérimentation du cannabis est stabilisée depuis 2007 avec même une tendance à la baisse chez les plus jeunes.

La consommation d'alcool continue à augmenter

L'expérimentation de l'alcool est en augmentation constante depuis qu'elle a commencé à être surveillée en 2003 dans cette enquête de PST.



Comment interpréter les résultats des enquêtes de Paris sans tabac

• 1991-2002

Le taux de tabagisme était à peu près stable de 1991 (date du vote de la loi Evin) à 2001, avec cependant un rattrapage du tabagisme féminin.

• 2003-2007

Une chute importante du tabagisme s'est produite avec le lancement du premier plan cancer 2003-2004 qui comprenait de nombreuses mesures pour lutter contre le tabagisme, en particulier celui des jeunes. Des mesures telles que la suppression des paquets de 10 cigarettes, l'interdiction de la vente aux moins de 16 ans, augmentation massive des prix du tabac (+42 %), l'apparition des avertissements sanitaires sur les paquets de cigarettes, les campagnes d'information et les subventions pour les interventions auprès des jeunes avaient conduit à totalement changer l'image de la cigarette auprès des jeunes et à obtenir une baisse de moitié du tabagisme des élèves des collèges et lycées de Paris (alors qu'au niveau national on comptait 1,5 million de fumeurs de moins et que les ventes de cigarettes étaient passées de 83 milliards d'unités en 2001 à 54 milliards en 2005).

La consommation est restée stable de 2005 à 2006, sans rebond.

• 2008-2010

Les données les plus récentes recueillies par Paris sans tabac montrent une remontée marquée du tabagisme a plus que doublé chez les collégiennes et les collégiens avec une augmentation plus marquée chez les filles. Chez les 16-19 ans (lycéens), existe également une reprise du tabagisme (+15 % en augmentation relative).

Les leçons politiques à tirer

Ces faits montrent la fantastique efficacité de l'engagement d'un président de la République qui avait pris la décision avec le premier plan cancer de « déclarer la guerre au tabac ».

Ainsi depuis 1991 et jusqu'en 2007 on avait vu l'Etat français placer la santé publique à un haut niveau de préoccupation, se dégager totalement de la SEITA, affecter l'essentiel des taxes spécifiques du tabac aux comptes sociaux, subventionner les associations, conduire des campagnes de prévention fortes et avoir un discours clair.

De la même façon, le fort engagement du gouvernement sous l'impulsion de Xavier Bertrand, a permis de faire quasiment disparaître la pollution par le tabagisme passif des lieux visés par le décret en 2007-2008, même s'il reste des contrôles à faire.

Il faudra tirer les leçons politiques des arbitrages présidentiels qui depuis 2 ans sont tous au fond « pro tabac », en violation avec la Convention Cadre Contre le Tabac ratifiée par la France.

Depuis début 2008 on assiste à une dégradation de tous les paramètres touchant le tabagisme des jeunes. Cette dégradation fait suite à un renversement total de politique du gouvernement dont tous les arbitrages sont pris à l'Elysée et toujours en faveur des propositions de Bercy et non de celles du ministère de la Santé. Ainsi, pour le lancement du deuxième plan cancer, le conseiller social de la présidence de la République a reçu les buralistes mais a refusé de recevoir les médecins et associations luttant contre le tabac ! Les mesures prises pour le tabac, qui étaient importantes dans le premier plan cancer, sont presque inexistantes dans le second, aussi bien pour la prévention que le l'aide aux victimes de la dépendance tabagique. En direction des jeunes, les deux mesures annoncées ont été l'interdiction des cigarettes parfumées (qui à ce jour sont toujours présentes sur le marché et dont le prix a seulement augmenté de 4 % lors de la dernière augmentation des prix du tabac alors que les autres

cigarettes augmentaient de 6 %) et l'interdiction de la vente du tabac et de l'alcool aux moins de 18 ans. Les textes permettant d'appliquer ces mesures sont toujours attendus en ce début de mois de mai 2010 et on craint qu'elles ne soient pas plus appliquées que la précédente si aucune instruction n'est donnée aux corps de contrôle pour les appliquer. Les douanes et forces de polices et de gendarmerie ne sont pas mobilisées alors que cette interdiction est 10 fois plus efficace si elle est bien contrôlée par un rappel trimestriel aux points de vente et fait l'objet de quelques sanctions pour l'exemple.

On peut rappeler qu'avant 18 ans le cerveau n'est pas entièrement formé et que fumer de façon régulière va modifier les membranes des neurones de certaines zones du cerveau qui vont être marquées à vie, créant ainsi une dépendance qui privera les jeunes de la liberté de ne pas fumer.

Les instruments cette politique pro tabac

1-Effondrement des subventions

La disparition presque totale des subventions et leur éparpillement qui les rend illisibles ont pratiquement fait disparaître les actions en direction des jeunes. Ainsi, en Ile-de-France, l'association FESTIF qui intervenait dans les universités a été dissoute, le projet Classes non fumeurs qui en 2009-2010 a impliqué 12 000 élèves des collèges va disparaître si rien n'est fait car elle n'a plus de subvention pour agir. Sur Paris, les actions Prevdict-tabac conduites en sixième ne sont plus financées depuis 3 ans. Paris sans tabac n'a reçu aucune subvention depuis 2007 si ce n'est le soutien « en nature » de la CPAM de Paris.

2- Des lobbyistes pro tabac très actifs et efficaces

La politique de promotion du tabagisme et de l'initiation des jeunes au tabagisme est voulue par les compagnies de tabac qui payent des lobbyistes. Ces lobbyistes se présentent sous couvert de défense des buralistes et envahissent l'Elysée, nos ministères et nos assemblées. Ce sont de bons professionnels qui ont su utiliser les bons réseaux et agir sur les fibres sensibles de certains décideurs et de certains élus.

Le lobbying est particulièrement actif à l'Assemblée nationale où les projets de textes pleuvent tels que par exemple :

- dissolution des associations de lutte contre le tabac (sous le motif que l'on a une loi et que le problème du tabagisme est réglé ! !) ;
- apposition des avertissements sanitaires en image sur l'arrière du paquet pour qu'ils ne soient pas vus des buralistes !
- vente en France de produits du tabac interdits en Europe tels que le snus (un produit oral d'initiation à la dépendance tabagique) ;
- ces mêmes lobbies avaient réussi à obtenir au moment du premier plan cancer un « contrat d'avenir » qui a conduit à augmenter de 14 % les revenus provenant du tabac des buralistes. En 2009, les buralistes de 99 % des départements ont gagné plus qu'en 2008 sur le tabac avec dans certains départements des progressions de plus de 10 %, ce qui est un magnifique résultat en période de crise, mais on peut se demander si l'argent de l'Etat ne pourrait pas être mieux utilisé.

→ Nous invitons de façon urgente le gouvernement à modifier sa politique et à prendre des mesures significatives afin de relancer le contrôle du tabac en France pour la liberté et la santé de tous.

Contact : Pr Bertrand Dautzenberg b.dautzenberg@oft-asso.fr
Paris sans tabac et OFT (texte posté <http://www.ofta-asso.fr>)